



L'activité des banques reste en deçà de la période avant crise

L'année 2012 est marquée par la faiblesse de la demande de crédits et, dans une moindre mesure, de la collecte d'épargne. Le coût du risque de crédit demeure à un niveau élevé. Dans ce contexte, la rentabilité du système bancaire réunionnais stagne, après le rétablissement observé en 2011.

Les actifs financiers progressent

Fin 2012, le total des actifs financiers collectés par le système bancaire réunionnais s'établit à 11,5 milliards d'euros, en hausse de 3,9 % sur un an (après + 3,0 % en 2011). La collecte nette de ressources se renforce donc progressivement, même si elle reste très limitée comparativement aux niveaux observés avant la crise financière et économique des années 2008-2009, dont les effets perdurent (*graphique 1*). Malgré la faiblesse historique des niveaux de collecte, aucun recul des placements financiers détenus par les agents économiques réunionnais n'a été observé, même au plus fort des inquiétudes concernant la solidité des banques. Les évolutions par type de placement sont contrastées, et soulignent le retour des inquiétudes des épargnants. Ils privilégient la sécurité offerte par les produits d'épargne ou les placements à terme, plutôt que les placements boursiers ou sous forme d'OPCVM.

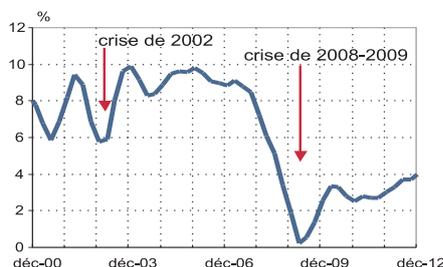
Les dépôts à vue détenus par les agents économiques réunionnais progressent une nouvelle fois en 2012 (+ 2,9 %), mais moins rapidement qu'en 2011 (+ 4,0 %). Comme en 2011, les dépôts à vue des entreprises (sociétés non financières) progressent plus rapidement que ceux des ménages. Elles détiennent désormais 39 % du total des dépôts à vue (3,7 milliards d'euros).

L'encours des placements liquides ou à court terme, qui regroupent l'ensemble des avoirs financiers immédiatement disponibles, sans risque de perte en capital, s'établit à 4,0 mil-

liards d'euros. Il progresse de 6,4 % en 2012, dans la continuité de la forte hausse enregistrée en 2011 (+ 5,8 %). Ces placements bénéficient de la bonne orientation des comptes sur livrets (+ 11,2 %). En effet, les relèvements successifs des plafonds des livrets A et des livrets de développement durable ont permis d'accroître leur rythme de collecte. Parallèlement, l'encours des produits de placement à rémunération libre, indexés sur les taux du marché monétaire, baisse de 2,6 %. La bonne tenue de la collecte sous forme de comptes à terme (+ 9,5 %) ne permet pas de compenser le recul prononcé des OPCVM monétaires (- 17,7 %) et des certificats de dépôts négociables (- 9,1 %).

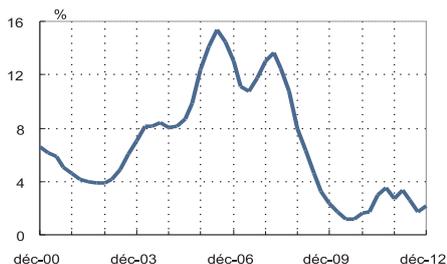
L'épargne à long terme se redresse. Elle atteint 3,75 milliards d'euros, en progression de 2,2 % sur un an après une baisse de 0,6 % en 2011. L'épargne à long terme représente environ un tiers des placements financiers totaux de la clientèle des établissements de crédit locaux, une proportion qui diminue régulièrement ces dernières années. Les ménages représentent la principale clientèle de ce type de placements, à travers notamment les placements collectés sous forme d'assurance-vie (+ 5,5 % en 2012).

■ Graphique 1 - Placements totaux (variation lissée en glissement annuel)



Source : Iedom, Surfî.

■ Graphique 2 - Crédits consentis
(variation annuelle lissée)



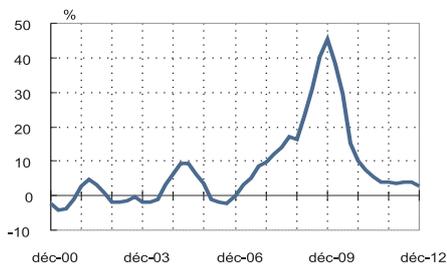
Source : Iedom, Surfî.

La demande de crédit peine à repartir

Au cours de l'année 2012, l'encours total des financements consentis par l'ensemble des établissements de crédit progresse de 2,2 %, pour s'établir à 18,3 milliards d'euros fin décembre (graphique 2). Sa croissance ralentit par rapport à 2011, et reste très en-deçà des évolutions enregistrées avant la crise. Le ralentissement constaté depuis 2009 résulte d'une moindre demande de crédit dans un environnement économique dégradé, conjuguée à une plus grande aversion au risque des établissements de crédit, qui sont soumis à des contraintes réglementaires et prudentielles renforcées.

Tous les types de crédits et toutes les clientèles sont concernés, à des degrés divers. Les entreprises en premier lieu, restent peu enclines à investir et sont fragilisées financière-

■ Graphique 3 - Créances douteuses brutes
(variation lissée)



Source : Iedom, Surfî.

ment pour nombre d'entre elles. La solvabilité des ménages se dégrade également. Enfin, la demande de financement des collectivités ralentit elle aussi, essentiellement en raison de la diminution de leurs marges de manœuvre financière.

Le risque de crédit demeure contenu

Les encours des créances douteuses brutes portées par les établissements de crédit avaient très fortement augmenté au plus fort de la crise financière. Elles continuent à croître mais à un rythme plus modéré, proche désormais de l'évolution des encours totaux. Leur poids dans l'encours total des crédits consentis à la clientèle réunionnaise (6,3 % fin 2012) reste élevé puisqu'il s'élevait à 3,8 % fin 2007. Il retrouve ainsi de manière durable son niveau du début des années 2000. La progression des créances douteuses, qui atteignent 1,2 milliard d'euros fin 2012, s'explique par les difficultés rencontrées en cours d'année par certaines grandes entreprises locales, mais aussi par une augmentation de la sinistralité des PME et des ménages (graphique 3).

Le taux de provisionnement de ces créances douteuses brutes s'établit à 55,9 % en 2012, perdant un point par rapport à fin 2011 (56,8 %). Les créances douteuses nettes s'établissent ainsi à 500 millions d'euros fin 2012, en hausse de 6 % par rapport à 2011, alors qu'elles avaient baissé l'année précédente (-1,6 %).

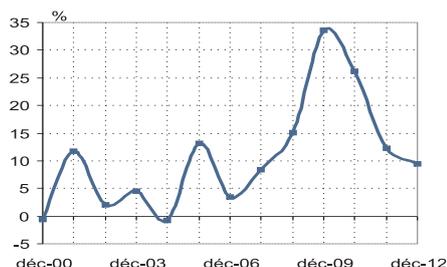
La rentabilité des banques baisse légèrement

La rentabilité des quatre banques locales (BNPPR, BR, CRCAMR et BFCOI) baisse de 4,5 % en 2012. Leur résultat net après impôt ressort ainsi à + 70 millions d'euros. La crise économique qui affecte durablement le département continue à limiter l'activité d'intermédiation financière. De plus, les commissions et les produits nets perçus sur services financiers sont maîtrisés dans un contexte de vigilance accrue sur le maintien du pouvoir d'achat des Réunionnais. Le produit net bancaire des quatre banques, qui correspond à la marge brute dégagée par les



Système Bancaire

■ Graphique 4 - Coût du risque net rapporté au produit net bancaire



Source : ledom, Surfî.

activités bancaires, baisse légèrement en 2012 (-0,9 %), après une année 2011 un peu mieux orientée (+ 4,5 %). La marge entre intérêts perçus et intérêts versés (dite marge sur intérêts) représente toujours en 2012 une part majoritaire (56 %) du produit net bancaire des quatre banques locales, même si elle baisse de 2,2 % sur l'exercice. Le coût du risque continue de baisser rapidement en 2012 (-23,4 %), même s'il reste élevé. Les dotations nettes aux provisions reculent à nouveau, tandis que les pertes sur créances irrécupérables, couvertes ou non par des provisions, demeurent conséquentes. Le coût du risque s'établit à 9,5 % du produit net bancaire des quatre banques (*graphique 4*).

L'activité des sociétés financières se contracte, mais leur rentabilité progresse

Les onze sociétés financières basées à La Réunion enregistrent en 2012 une nouvelle contraction de leur activité de crédits à la clientèle (-2,0 %). Elle est cependant moins prononcée qu'au cours des années précédentes : -6,0 % en 2011 et -4,7 % en 2010. Fin 2012, l'encours des crédits sains s'établit ainsi à 1,8 milliard d'euros, contre 2,1 milliards d'euros à fin 2009. Ce ralentissement concerne essentiellement la clientèle des entreprises (en retrait de 5,9 % en 2012), alors que les financements aux ménages cessent de diminuer. Le risque de crédit des sociétés financières s'est encore atténué (4,1 % en 2012, après 6,0 % l'année précédente). L'encours des créances douteuses porté par les sociétés financières représente

toutefois 10,7 % des concours bruts totaux. Il est provisionné à hauteur de 63,7 %.

Parallèlement à la baisse de leurs encours de crédits, les sociétés financières ont dégagé en 2012 un produit net bancaire en diminution (-10,3 %, après +8,8 % en 2011). Mais, contrairement aux années précédentes où elles avaient dû faire face à une forte croissance de leur coût du risque de crédit, les sociétés financières ont enregistré en 2012 un coût du risque négatif. Cette situation s'explique par des reprises de provision plus importantes que les nouvelles dotations et les passages en pertes. Le résultat net des sociétés financières progresse ainsi sensiblement pour atteindre 51 millions d'euros en 2012 (+6 millions d'euros), s'établissant à son plus haut niveau historique. ■

Service « Études et suivi des établissements de crédit » - Agence ledom de La Réunion

Définitions

- **Coût du risque** : charge nette de provisionnement sur créances irrécupérables. Il regroupe l'ensemble des risques inhérents à l'activité de crédit bancaire, que ceux-ci soient de change, de défaillance, de contrepartie, de taux ou de crédit.
- **Créance douteuse** : titre de créance dont on n'est pas sûr d'obtenir le remboursement à échéance, la plupart du temps du fait de la mauvaise santé financière du débiteur, et pour laquelle il faut donc passer une provision.
- **Dépôt à vue** : dépôt de fonds effectué par un agent économique (ménages, entreprise, etc.) sur un compte bancaire ouvert auprès d'une institution financière. Il a pour caractéristique de pouvoir être restitué à tout moment sur simple demande.
- **Épargne à long terme** : placements non liquides, comprenant notamment les plans d'épargne logement, l'épargne en actions et obligations non monétaires, l'assurance vie, etc.
- **Placements liquides ou à court terme** : avoirs facilement et rapidement récupérables, sans risque de perte de valeur excessive (épargne sur livret, comptes à terme, OPCVM monétaires, etc.).
- **Produit net bancaire** : différence entre les produits et les charges d'exploitation bancaires hors intérêts sur créances douteuses mais y compris les dotations et reprises de provisions pour dépréciation des titres de placement. Il mesure la contribution spécifique des banques à l'augmentation de la richesse nationale et peut en cela être rapproché de la valeur ajoutée dégagée par les entreprises non financières.